

Intervention de Dominique BOY-MOTTARD à Carros 16/03/07

Les campagnes électorales, quand elles sont très médiatisées, sont souvent faites de petites phrases, de querelles subalternes, de rumeurs, d'arguments pour tout dire en dessous de la ceinture. Généralement, on met en cause les médias : ce n'est pas faux. On met aussi en cause les adversaires : ce n'est pas faux. Mais nous tombons nous-mêmes parfois dans ce travers.

Pourtant, refuser la caricature n'empêche pas l'enthousiasme et nous avons un projet suffisamment bon pour susciter l'adhésion. Le vote par adhésion est un vote solide (on arrime les votes par l'adhésion), alors que le vote par défaut est, par définition, fluctuant. Et si on n'empêche pas l'adhésion des électeurs, il ne faut pas s'étonner ensuite de les voir jouer au billard à trois bandes.

Et bien ce soir, je voudrais faire des Travaux Pratiques de ce que je viens de dire car je suis frappée de voir que, dans le Pacte présidentiel, il y a toute une série de propositions, parfois très importantes, d'autres fois plus circonscrites et plus modestes (mais dont on peut dire qu'elles changeraient vraiment la vie), il y a toute une série de propositions dont on parle peu voire pas du tout. Je n'ai pas la prétention d'être exhaustive, mais voilà ce que je retiendrai pour ce soir.

Il n'y a aucun ordre d'importance dans ce que je vais rappeler : simplement l'ordre de la numérotation des 100 propositions de Ségolène Royal.

1) **Enseignement artistique de la maternelle à l'Université.** Jusqu'à présent, les politiques culturelles, y compris à gauche, ont constitué une offre en perpétuelle augmentation, mais on s'aperçoit que c'est toujours le même public qui en profite : ce n'est pas une vraie démocratisation. La vraie démocratisation, on l'obtient en créant du désir... de culture, en faisant en sorte qu'une partie de plus en plus importante de la population soit demandeuse de culture, et c'est par l'éducation qu'on y arrive. Un programme ambitieux en la matière, comme l'est celui de notre candidate, c'est une véritable démocratisation.

2) **Création d'un service public de la caution.** Il ne se passe pas une semaine sans que je rencontre des gens qui ont des difficultés énormes à trouver un logement à louer car on leur demande des cautions invraisemblables. Et cela, même quand ils ont les revenus suffisants devant normalement leur permettre de ne pas avoir besoin que faire appel à un tiers. Donc, un SP de la caution, c'est à la fois un moyen de rassurer les propriétaires (qui ne sont pas tous de gros capitalistes) et de faciliter la vie des gens qui veulent accéder à un logement. C'est particulièrement vrai pour les populations jeunes : c'est pour eux, en même temps un facteur d'autonomie (être redevable à ses parents, c'est la minorité à perpétuité).

3) **Le doublement du budget de la justice.** Là, il s'agit d'une réforme de grande ampleur. Cette proposition, quand je l'ai entendue à Villepinte, m'a fait un immense plaisir, tant il est vrai que la plupart des problèmes que connaît la justice en France (et ce n'est pas nouveau, j'entendais déjà parler de la crise de la Justice quand j'étais étudiante), la plupart de ces problèmes ne peuvent être résolus que par l'augmentation des moyens de cette dernière. La France a un budget en la matière plus faible que beaucoup d'autres pays d'Europe (beaucoup plus faible que le Royaume-Uni ou l'Allemagne, par exemple) ce qui se traduit, notamment, par un nombre de magistrats notoirement insuffisants, avec pour conséquence une lenteur sans cesse décriée, des magistrats qui ont de plus en plus de mal à assumer correctement leurs fonctions, des erreurs judiciaires graves. Le seul moment où l'on s'intéresse à la Justice (au sens d'institution) dans notre pays, c'est quand sont mis en évidence ses dysfonctionnements les plus criants. J'avais pensé qu'après la terrible affaire d'Outreau, lors de laquelle les gens se sont rendu compte que le problème de notre justice n'était pas seulement, ni même peut-être surtout, de laisser impunis trop de délinquants, mais de poursuivre et de condamner trop vite des innocents, les choses allaient changer, de véritables efforts seraient faits. Parce que, on allait voir ce qu'on allait voir, on allait cette fois prendre le problème à bras le corps. Et finalement, la montagne a accouché d'une souris. Alors oui, doubler le budget de la justice, c'est fondamental.

4) Dans le même domaine, une autre proposition est à relever : la **création d'un organe indépendant de contrôle des prisons.** C'est l'honneur de la gauche que de se préoccuper de cette situation. Quand je vois l'état de la prison de Nice, ça me rend malade. Parce que là, c'est comme dans le cas précédent : de temps

en temps sort un rapport qui dénonce cela : tout le monde y va presque de sa larme de crocodile et au bout de quelques jours, plus rien. On peut être en prison, on n'en demeure pas moins un être humain (c'est la moindre des choses), mais également un citoyen. Et ça, seule la gauche peut le faire comprendre.

5) Une réforme attendue par les consommateurs : **la procédure d'action de groupe**. Les associations de consommateurs continuent à se mobiliser sur cette question, étant donné que le gouvernement, malgré ses promesses, a retiré le projet de loi qui devait normalement l'instituer lors de la dernière session parlementaire. Cette action, qui permettrait plus facilement la réparation des préjudices communs subis par les consommateurs, existe, sous différents noms, dans plusieurs pays. Il est temps qu'en France on y vienne aussi.

6) Autre proposition intéressante, la **mise en place de gardiens dans tous les immeubles sociaux**. C'est sans doute secondaire par rapport à l'augmentation du SMIC, ou le budget de la justice, mais je vous prie de croire que cela apporterait vraiment un plus dans la vie quotidienne des gens. Une réforme avait prévu l'obligation pour les bailleurs sociaux de créer des emplois de gardiens (un pour 100 logements). C'est tellement peu appliqué (pour ma part, je le constate dans mon canton, au Vallon des Fleurs) que je me demande si cette mesure est toujours en vigueur. Pourquoi est-ce important ? Parce que c'est un facteur de sécurité et que c'est créateur de lien social. Et également, à ne pas négliger, c'est créateur d'emplois.

7) Une autre mesure fondamentale, d'ailleurs Ségolène Royal en eu l'occasion d'en parler hier soir lors de l'émission où elle était invitée sur France 2, celle qui prévoit que **tout bénéficiaire des minima sociaux qui reprend le travail doit bénéficier d'au moins un tiers de revenus supplémentaires**. C'est indispensable pour sortir de ce paradoxe qui fait qu'un petit salarié touche moins qu'une personne assistée. C'est une des situations qui délite le plus le lien social. Et ce genre d'injustice nourrit les idées du FN.

8) Enfin, je voudrais terminer – ça va peut-être vous surprendre – avec **la Politique Agricole Commune (PAC)**. Il y a dans les propositions de Ségolène Royal une réorientation de la PAC. Et on y trouve deux éléments qui me semblent fondamentaux, même s'ils vont faire grincer quelques dents.

- Le premier consiste à promouvoir une PAC mondiale : la PAC actuelle est non seulement injuste, mais en plus très égoïste, car elle ne concerne que la défense de l'agriculture européenne, et elle pénalise (elle ruine même) les agriculteurs du Sud. Donc, organiser l'agriculture au niveau mondial, c'est opérer ce rééquilibrage et donner une vraie chance aux pays en développement. L'ordre juste, ça passe aussi par là.

- Le deuxième élément consiste à mettre l'accent sur une PAC agro-environnementale. Il faut faire en sorte que cette politique agricole, après avoir encouragé le « Produire plus » encourage aujourd'hui le « Produire mieux ». C'est moins de productivité qu'il faut se préoccuper que de développement rural, ce développement rural qui n'est jamais qu'une facette du développement durable, un développement qui prend en compte le fameux trépied économique, social et environnemental.

Voilà mes chers camarades ce que l'on trouve dans le programme de notre candidate, et j'aurais pu continuer longtemps car ce sont 100 bonnes propositions que nous faisons aux Français. Alors nous devons continuer à leur expliquer tout cela, parce que, si on fait ce qu'il faut, si nous nous mobilisons suffisamment, si on arrête d'avoir le nez dans les sondages, nous pouvons y arriver. Et alors – et je fais cette remarque en forme de clin d'œil avec l'autre événement d'importance qui partage l'actualité française avec la Présidentielle – je veux parler, bien sûr, du retour de Michel Polnareff, et alors, si nous avons vraiment fait le maximum, nous pourrons dire, en retrouvant le chemin de l'Elysée : « Coucou, nous revoilà ! ».